

## Société | LGV GPSO: Le Sud Gironde rassemble ses forces d'opposition



Ce jeudi soir, 27 novembre à Landiras, les pro LGV n'avaient qu'à passer leur chemin... A l'occasion d'une réunion publique organisée à l'initiative de l'Association Landes Environnement (LEA), la salle des fêtes du village était décorée aux couleurs et slogans de l'opposition aux projets de LGV du GPSO dans le Sud Gironde. Quant aux incertains, s'il y en avait, Denise Cassou de l'Association LEA et animatrice de la soirée, s'est appliquée à les convaincre de rejoindre ce camp des « anti ». Un camp de plus en plus important, qui compte nombre d'élus locaux dans ses rangs dont Hervé Gillé, conseiller général, présent ce jeudi ou encore des représentants d'organismes professionnels sylvicoles et viticoles également représentés. Objectif de cette réunion, encourager la participation à l'enquête publique actuellement en cours sur le projet GPSO, au profit du non.

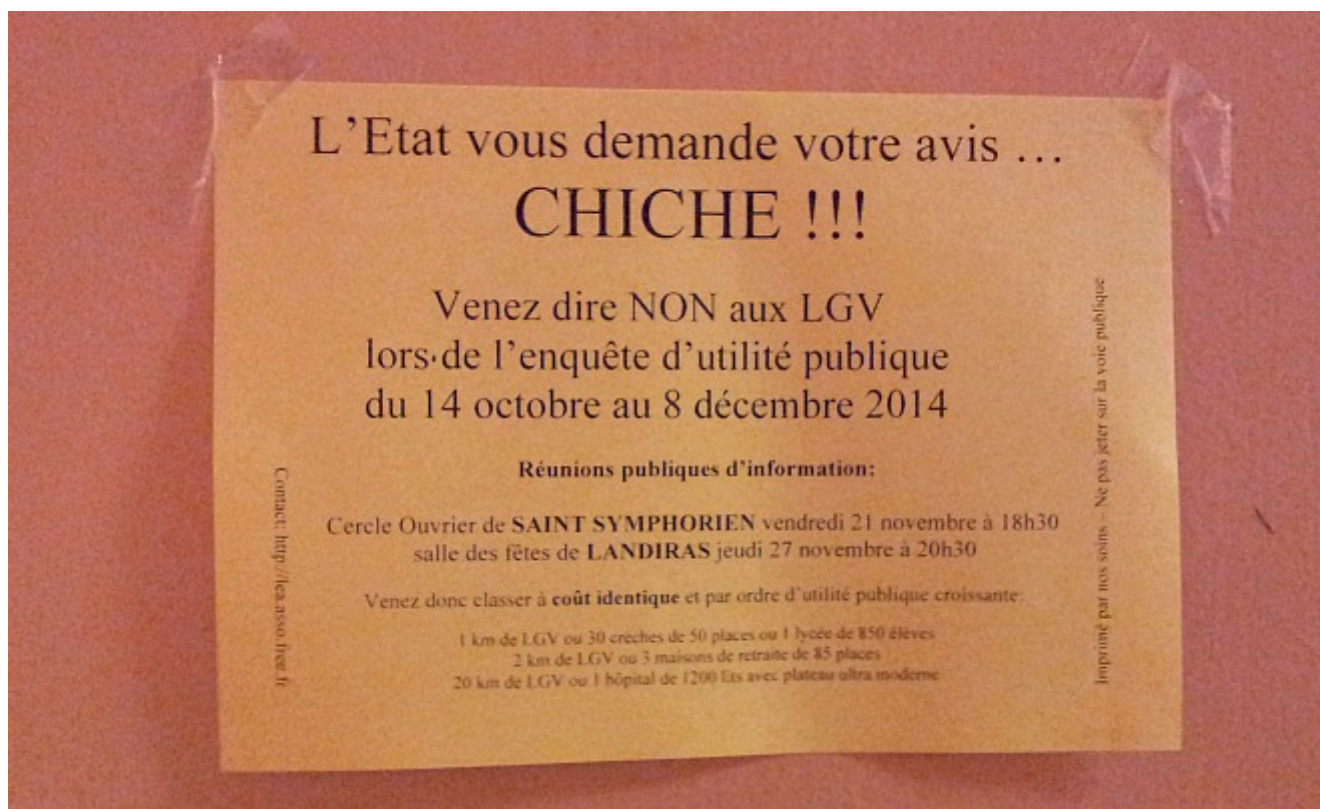
Il a fallu rajouter des chaises. Le public est visiblement venu un peu plus nombreux que prévu à l'invitation de l'association LEA, porte drapeau de l'opposition aux LGV dans le Sud Gironde. Déjà impacté par l'A65, les projets de LGV en inquiètent plus d'un sur ce territoire, une centaine de personnes était présente ce jeudi. Chiffres et cartes à l'appui, Denise Cassou, s'est appliquée à livrer les grandes lignes d'un argumentaire d'opposition, s'appuyant volontiers sur le récent rapport de la Cour des Comptes. Paru à la fin du mois de octobre, celui-ci est clairement venu remettre en cause la pertinence du modèle de la grande vitesse, du pain béni pour les associations.

**"Un projet de déménagement du territoire!"** Il faut dire qu'entre les arguments du rapport et ceux des associations anti LGV, les points de contacts sont nombreux : stagnation du trafic et baisse du nombre de voyageurs constatés sur les LGV déjà existantes, contrairement aux prévisions de croissance ; solidarité avec les grandes métropoles au prix de l'enclavement des autres territoires peu ou mal desservis, surestimation de la rentabilité des projets, sous-estimation des coûts et des emprises foncières nécessaires... Enfin, dernier argument « choc » : « aucun plan de financement n'est pour l'heure prévu », insiste Denise Cassou, pour un projet pour l'heure estimé à 13Mds d'euros. Au total « un projet inutile et coûteux. Un projet non pas d'aménagement mais de déménagement du territoire ! »

A ces éléments, la responsable de LEA souligne les impacts environnementaux à la fois sur la forêt et sur le bassin

versant du Ciron, zones humides protégées Natura 2000 comprises. Des impacts qui pourraient indirectement avoir des conséquences sur la sylviculture et la viticulture du sud Gironde. Une crainte démontrée par la présence, dans les rangs des opposants aux LGV, de représentants du syndicat des sylviculteurs, du syndicat des Sauternes, de Barsac ou encore de l'Union des vins liquoreux. Côté sylvicole, on dénonce de possibles «ruptures dans l'économie locale causées par des pertes de plusieurs quart d'heure voire d'heures entières pour contourner la barrière LGV et passer d'une parcelle à une autre».

Quant aux vigneron, ils craignent que la construction de la ligne, sur remblais ou par viaduc, sur le Ciron et un grand nombre de ses affluents, «risque de perturber le micro-climat du Sud Gironde, précieux au développement de la pourriture noble qui permet la production des vins liquoreux de Sauternes, Loupiac ou encore Sainte-Croix du Mont...»



**"Une évolution significative chez les élus"** Côté élus aussi, la mobilisation gagne du terrain. « Une dizaine de conseils municipaux du Sud Gironde ont voté ou vont voter des délibérations contre le projet pour les verser aux contributions de l'enquête publique », précise Denise Cassou qui n'oublie pas d'ajouter à la liste de ces alliés politiques quelques soutiens de poids. Parmi eux, Gilles Savary, député de la circonscription canton et plusieurs Conseillers généraux, parmi lesquels Hervé Gillé, présent lors de la réunion. Ce dernier lors de son intervention a d'ailleurs répété à plusieurs reprises percevoir «une évolution significative chez les élus locaux, qui résonne jusqu'au Conseil général».

Une évolution qu'il explique à la fois par «la publication du rapport de la Cour des comptes, la prise en compte d'un modèle LGV en perte économique, et la prise de conscience du «mécano infernal» qu'est le financement de ces structures, le tout dans un contexte de révision à la baisse des programmes d'investissements des collectivités territoriales». Autre élément notable selon le conseiller général: «les accidents qui vont dans le sens des propos des associations favorables à une redirections des financements vers l'entretien et la modernisation des voies existantes plutôt que la construction de nouvelles LGV.»

**"Démontrer l'inacceptabilité sociale"** Autant de considérations qui l'amènent à penser qu'à l'issue de l'enquête publique, le projet GPSO pourrait bien se voir, «au moins un temps mis en stand by». Un point de vue partagé par les tenants du « non aux LGV », donnant à certains un véritable espoir qu'à terme ces projets de lignes nouvelles ne voient pas le jour. Mais insiste Denise Cassou, «il nous faut encore démontrer l'inacceptabilité sociale de ces projets, c'est pour ça que la contribution de tous est importante, participez à l'enquête publique en exprimant clairement votre opposition.» Et pour s'assurer de l'efficacité de cette soirée, les contributions pouvaient se faire dès la sortie de la réunion. L'association LEA se proposait de les déposer dans les registres des communes concernées par l'enquête publique.

**A noter:** La prochaine et dernière réunion d'information organisée dans le cadre de l'enquête publique, en présence des commissaire enquêteur et des représentants de RFF se tiendra mardi 2 décembre à 18h à Langon.



Solène Méric

*Crédit Photo : Aqui.fr*

*Publié sur [aqui.fr](#) le 29/11/2014*

*[Url de cet article](#)*